

Association des Jeunes Démocrates Djiboutiens



ajdd-djibouti@hotmail.fr

Solidarité avec les civils proches parents des membres du FRUD

Nous sommes tous les familles des militants du FRUD!

Une fois n'est pas coutume, Ismail Omar Guelleh espère impressionner son monde, frapper les esprits en emprisonnant les sœurs, les épouses, les frères ou les cousins ou encore les amis (Kataysis) des membres du FRUD.

Ainsi une quarantaine de personnes, ont été arrêtées, dans les districts de Tadjourah, d'Obock et dans la capitale, soumises à des traitements inhumains et dégradants, en violation de la Convention sur la Torture qui a été pourtant signée par la République de Djibouti.

A n'en pas douter, Ismael Omar Guelleh, n'a toujours pas compris, que le tout répressif ne peut qu'engendrer encore plus de résistance. D'ores et déjà, en l'espace d'une dizaine de jours, plusieurs jeunes ont fait le choix de rejoindre le maquis du FRUD, au lieu de subir des tortures dans les locaux de la gendarmerie et dans les casernes militaires.

15 personnes ont été écrouées à la prison de Gabode, accusées de complicité avec la rébellion, après avoir subi des sévices corporels à la section de recherche et de documentation (SRD) de la gendarmerie, d'autres personnes sont toujours détenues à Obock, et à Tadjourah. La liste des personnes arrêtées a été diffusée par la Ligue Djiboutienne des Droits Humains (LDDH), qui fait un travail remarquable par rapport aux violations des droits humains à Djibouti. Il est d'ailleurs incompréhensible que la FIDH ne reconnaisse pas encore la LDDH dirigée par Omar Ali Ewado, qui est la seule organisation des droits humains présente sur le terrain et qui dénonce régulièrement les violations des droits humains

Les arrestations continuent : le fils d'Ado Mohammed et le fils d'Elehateh Mohammed à Girrori, Aicha Ali Kamil et Hamadou Hamad et 2 autres à Syarou.

L'AJDD

Condamne les arrestations arbitraires des civils, basées uniquement sur leurs liens familiaux avec les membres du FRUD ;

Dénonce les tortures et les traitements inhumains et dégradants infligés aux personnes arrêtées ;

Demande la libération immédiate des prisonniers politiques et de Mohamed Ahmed dit Jabha.

Pour l'AJDD : Kassim Halloyta,

Copenhague, le 18 octobre 2015